

tribune
socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Supplément au n° 530
du 16 mars 1972. — 0,30 F.

SPÉCIAL



**CONTRE
LA VIOLENCE
PATRONALE
ORGANISONS
LA RIPOSTE
OUVRIÈRE**

Retrouver la dignité de l'homme

Michel Rocard

Maintenant tout le monde le sait, il existe une force révolutionnaire capable d'agir et de mobiliser. Le chemin a été long et difficile mais nous commençons à entrevoir la lumière au bout du tunnel.

Ce qui fait apparaître sa force et sa crédibilité à l'occasion des événements de Renault, c'est en premier lieu sa cohésion. Pour la première fois, l'ensemble des organisations que la presse bourgeoise et le P.C. appellent « gauchistes » a été capable de mener une offensive sans éparpiller ses forces et sans sombrer dans le sectarisme de chapelle.

Le 4 mars, 200.000 personnes sont dans la rue, sans que le P.C. ni la C.G.T. ne les y aient appelées, bien au contraire. Cela ne s'était pas vu depuis mai 1968. Ce jour-là, ce n'était pas un militant maoïste que ses camarades portaient sur leurs épaules, c'était le jeune ouvrier dont l'image symbolisait avec force l'union des jeunes, des intellectuels et des travailleurs exploités.

Le mouvement révolutionnaire maîtrise mieux ses responsabilités. Au travers des épreuves qu'il a subies et des luttes qu'il a menées, il commence à dominer mai 1968.

Il a refusé toute exclusive envers la gauche traditionnelle politique ou syndicale. Il a essayé dans toute la mesure de ses moyens de réaliser avec l'ensemble des forces anticapitalistes un front uni contre la répression sans aucune exclusive. Il a trouvé en face de lui le P.C.F. et la C.G.T. Ces derniers ont mené une vaste campagne de dénonciation et d'assimilations grossières allant jusqu'à mettre dans le même sac le tueur et le tué. Les forces révolutionnaires, contrairement à ce qu'a dit « l'Humanité », ont refusé de tomber dans l'anti-communisme, piège grossier tendu par Marchais lui-même. Elles ont montré clairement qui était unitaire et qui ne l'était pas, qui voulait d'une révolution socialiste et qui se bornait à vouloir gagner des élections pour ne rien changer de fondamental.

Dans ce climat, l'enlèvement du « licencié »-maison de la Régie, Nogrette, a été une erreur politi-

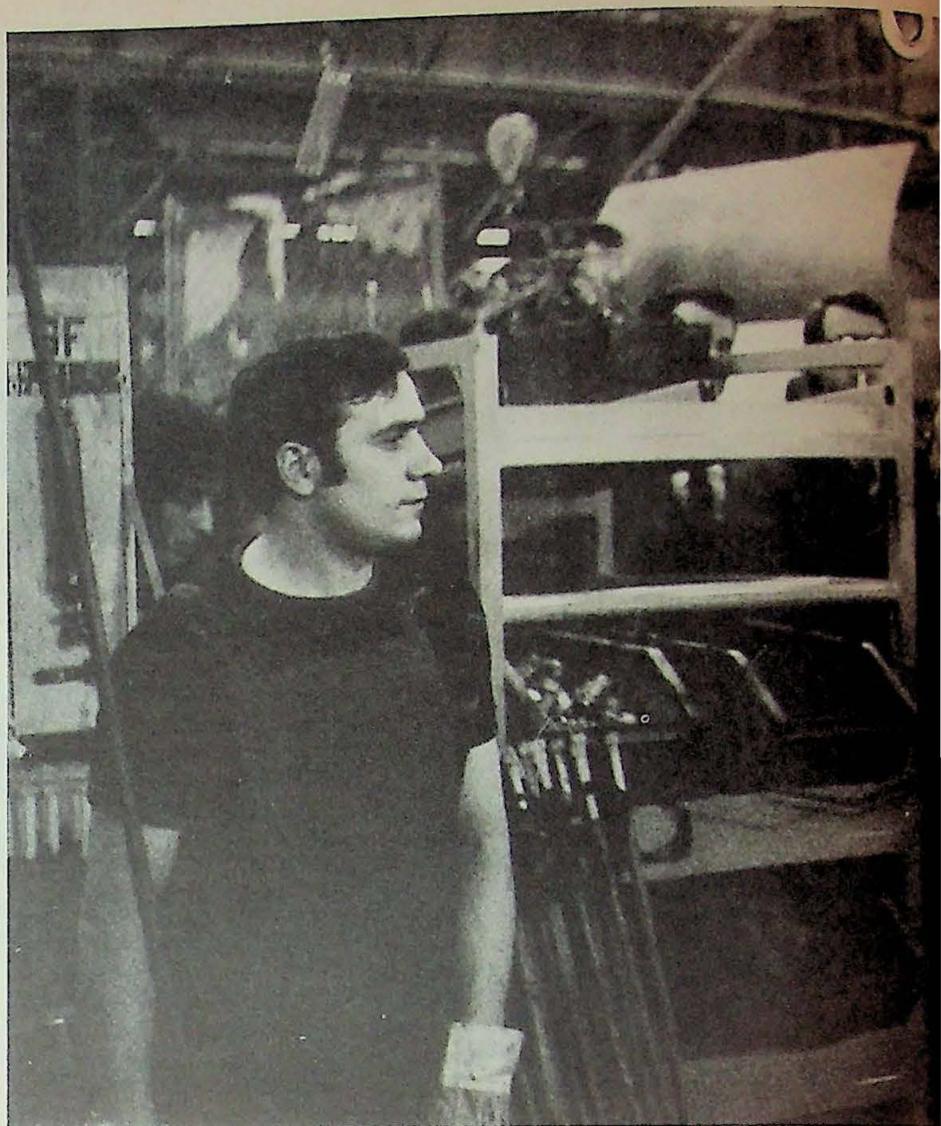
que dont la Nouvelle Résistance Populaire porte la responsabilité. Cette action a en partie brisé la montée d'un mouvement populaire de masse contre la répression, elle a servi à la bourgeoisie pour tenter de faire oublier l'assassinat politique d'Overney, les licenciements de chez Renault et les emprisonnements de militants. La Nouvelle Résistance Populaire a relâché Nogrette, et cette opération de camouflage un peu grosse tout de même, a sombré corps et bien. Car nous savons que la vraie violence, c'est celle du capitalisme qui réprime, qui oppresse, qui avilit, imposant des conditions de vie et de travail lamentables. L'enlèvement de Nogrette n'était qu'une réponse à cette violence permanente, même si cette réponse fut une erreur.

Il y a maintenant la suite de l'action, et en premier lieu la journée nationale d'explication du vendredi 17 mars. L'ensemble des organisations révolutionnaires a décidé de s'adresser directement à la population sur les lieux de travail, dans les quartiers, aux sorties de métro, dans les gares. Il s'agit d'engager un véritable dialogue, d'être écouté mais aussi d'écouter, de faire comprendre, mais aussi de comprendre. Il faut se mettre encore plus qu'auparavant à l'écoute des masses et c'est ce que nous rechercherons.

Car il faut penser à l'avenir. Les milices patronales, les syndicats fascistes C.F.T., le gardiennage policier des usines n'ont pas cessé d'exister après la mort d'Overney. La bataille doit continuer contre un adversaire qui fera tout pour se survivre.

Ce combat n'est pas seulement celui de Renault, mais aussi celui des travailleurs de Simca, Citroën, Berliet, Michelin, etc. C'est celui de tous ceux qui subissent l'oppression et l'exploitation d'un régime qui n'existe que par la contrainte et qui dresse un mur de silence, véritable cordon sanitaire, autour des usines.

Il faut que nous fassions sauter ce verrou afin de permettre au travailleur de retrouver sa dignité d'homme, et de mener à visage découvert son combat pour le socialisme.



ORGANISONS LA RIPOSTE DANS LES ENTREPRISES

La riposte à l'assassinat de Pierre Overney a revêtu un caractère de masse. Les manifestations organisées par l'ensemble des organisations révolutionnaires ont été combattives. « Oui, Marchais, mieux qu'en 68. » Un grand nombre de travailleurs ont participé aux différentes manifestations aux côtés d'une jeunesse qui a affirmé son refus d'un régime incapable d'assurer son avenir.

La réplique populaire a eu un côté positif : le rassemblement de l'ensemble du courant révolutionnaire, certes autour d'un cercueil, a démontré, s'il était besoin de le faire, qu'il existe dans ce pays un potentiel important de forces qui contestent l'Etat capitaliste et les formules réformistes qui ne visent qu'à replâtrer le régime existant.

La C.G.T. et le P.C.F., malgré les calomnies, ont du reconnaître implicitement que l'extrême-gauche était une force capable d'organiser des actions de masse. Ils n'ont trouvé en fait qu'une seule réponse : « La classe ouvrière n'a pas bougé ». Il y aurait beaucoup à dire sur cette remarque. Tous les témoignages des militants d'entreprises concordent : l'indignation contre le meurtre d'Overney a été générale parmi les travailleurs, les mots d'ordre contre les polices patronales ont éveillé un très grand écho. Quant à l'enlèvement de Nogrette, il n'a guère soulevé d'indignation chez les travailleurs de Renault, peu enclins à sym-

pathiser avec un homme qui participait directement à la répression dans l'usine. Bref, il existe dans la classe ouvrière un large courant de sympathie à l'égard de la lutte menée par les révolutionnaires.

Ne pas fermer les yeux sur la réalité

Pourtant, nous ne devons nous fermer les yeux sur aucun des aspects de la réalité. Et ce n'est pas céder devant Marchais que de reconnaître la faiblesse relative de la mobilisation dans les entreprises au cours de journées qui ont suivi l'assassinat. Un exemple significatif est l'échec de la grève et du meeting courageux organisés par la C.F.D.T. chez Renault le lundi 28 février. Certes, l'action de la C.G.T., qui a agi aux côtés de la maîtrise pour empêcher les débrayages, explique bien des choses. Mais pas toutes.

Il y a plusieurs raisons à cet échec : tout d'abord le P.C. et la C.G.T. ont depuis la Libération, constitué un appareil pareil dans l'entreprise qui exerce une pression considérable sur les travailleurs pour les empêcher de se débrayer librement et sans contrainte. Il y a aussi les travailleurs immigrés, en grand nombre sur les chaînes, et qui sont menacés dans leur emploi et sou-



A.P.L.

C'est pourquoi, il faut se fixer comme objectif central la constitution dans un maximum d'entreprises, de **comités de lutte contre la répression**. Ces comités, démocratiquement organisés, prendront en charge l'information des travailleurs et l'organisation de toutes les actions nécessaires. A toutes les occasions, par tracts et par appels directs, par intervention dans les réunions des sections syndicales, la création de ces comités devra faire l'objet de propositions renouvelées.

Les objectifs

Leurs objectifs généraux sont imposés par la situation même :

— lutte pour la réintégration des militants licenciés par la Régie Renault ;

— arrêt des poursuites contre tous les militants inculpés depuis l'assassinat de Pierre Overney ;

— organisation du combat pour l'expulsion de toutes les formes de milices patronales qui existent dans les usines ;

— lutte pour abolir la réglementation répressive dans les entreprises (un bon exemple dans ce domaine : les accords imposés par les travailleurs de la Fiat de Turin : plus de fouilles, plus de contrôles, plus de flics) ;

L'ensemble de ces tâches exige un énorme effort d'information des travailleurs (sur la répression chez Renault, sur les exactions des polices patronales un peu partout, sur les exemples positifs de lutte contre la répression, etc.). Mais il est encore plus nécessaire de lier le combat général contre la répression aux situations particulières de chaque entreprise. Les comités de lutte contre la répression doivent prendre en charge :

— la riposte contre toutes les brimades (fouilles, sanctions, etc.), par des actions collectives immédiates ;

— la lutte contre le racisme afin d'unifier pratiquement travailleurs français et immigrés, particulièrement visés par la répression ;

— le refus collectif de toutes formes d'accentuation des cadences.

Mais si elle démarre dans des conditions parfois difficiles (ne serait-ce

qu'à cause de l'attitude des dirigeants C.G.T.-P.C.F.), la bataille doit être engagée dès maintenant. Elle peut être décisive pour les années à venir.

Le sacrifice de Pierre Overney, martyr de la classe ouvrière, n'aura pas été vain.

RENAULT - LE MANS

la paix sociale ?

La région du Mans, c'est le manque d'industrie, le manque d'emplois et des salaires de misère. Alors, on va à la Régie lorsqu'elle embauche. Elle en profite, elle paie mieux, mais elle se rattrape en sous-qualifiant. C'est comme cela que des travailleurs, possédant le B.T.S., se retrouvent sur une chaîne de montage, avec comme seule perspective de devenir un jour régleurs. La déqualification est pour nous le problème principal et l'ambiance sur les chaînes est loin d'être bonne. Alors, bien sûr, on peut penser que des luttes très dures doivent se mener.

Eh bien, oui, il s'en mène, la grève des O.S. l'an passé doit encore être présente à votre esprit. Mais pas autant qu'il en faudrait pour changer fondamentalement cette situation, car nous aussi nous subissons la répression, pas tellement la répression patronale comme vous pourriez le croire. Elle a joué dès le départ la carte de la concertation. Pour se concerter, il faut trouver des partenaires organisant la paix sociale. La C.G.T. à Renault est là pour faire l'ordre afin que l'on puisse discuter sans être tout le temps dérangé !

Des « gauchistes » veulent distribuer des tracts ? On leur fait prendre un bain dans la rivière, et si ce sont des femmes, plus amusant encore, on les met à poil.

Quelquefois, on emploie la matraque, mais c'est vraiment pour les récalcitrants, ceux qui n'ont pas compris du premier coup. Mais la C.F.D.T.

vaut 30 % des voix, elle vaut quelque chose ? Eh bien oui... elle suit la C.G.T. Malgré quelques attitudes courageuses elle subit aussi la terreur stalinienne. Et puis il n'y a pas de raison que la C.G.T. cause toute seule avec la direction, non ? Ce qui nous console, c'est qu'il paraît qu'ailleurs ils ne sont pas toujours comme cela.

Renault-Le Mans, c'est ça et puis bien d'autres choses encore comme les cadences des horaires, etc. Nous aurons l'occasion de vous en reparler.

Cléon : choisir la solidarité de classe

A Cléon, le climat est calme ; les événements ont été diversement commentés par les travailleurs, qu'ils soient ou influencés encore par le P.C.F. ou la C.G.T.. Mais la plupart d'entre eux n'admettent pas qu'une solidarité de classe ne puisse être réalisée face à l'assassinat d'un camarade, quelles que soient les divergences avec l'action que ce travailleur menait.

L'absence du P.C. et de la C.G.T. aux différentes manifestations et aux obsèques de Pierre Overney était mal comprise des travailleurs : « Comment ! une centrale syndicale et un parti politique qui entendent représenter les intérêts des travailleurs ne s'associent pas au cortège funèbre » et cette absence est plus mal comprise encore par des vœux militants politiques du P.C.F. et syndicaux de la C.G.T. : « Comment être absents ? Nous ne pouvons pas car, disent-ils, c'est nous, hier, en 1936, qui étions les révolutionnaires et maintenant on nous demande d'être absents aux obsèques d'un membre de la classe ouvrière ! »

C'est dans ce climat que les travailleurs apprennent l'enlèvement du cadre Nogrette ; les travailleurs de Cléon ne réagissent pas beaucoup car Nogrette n'est pas des leurs ; il appartient à ceux qui les oppriment journellement. Les différents commentaires qu'ils lisent ou qu'ils écoutent par la presse, les radios et la télévision, les choquent. Les travailleurs, dans leur ensemble, ne condamnent pas l'enlèvement ; ils disent : c'est une erreur, et on ne va tout de même pas condamner un acte que nous avons nous-mêmes commis en mai 68 — les travailleurs de Cléon ont séquestré 9 membres de la direction, tous de la même trempe que Nogrette.

Ils ne pouvaient pas non plus défendre Nogrette car en mai 71 ce sont bien ces mêmes cadres qui enfonçaient les piquets de grève à Cléon.

Alors, les explications de la C.G.T., du P.C.F., de la C.F.D.T. et des réformistes en général ne passent pas. Mais au-delà de tous ces événements, les travailleurs se posent beaucoup de problèmes : comment relancer l'action ? Ils ont montré qu'une force existait et que cette force devait être capable de mettre en avant une stratégie et des mots d'ordre précis, dans lesquels les travailleurs seraient partie prenante.

STE
S

mis à des menaces d'expulsion. Ajoutons à cela la force coercitive de l'employeur. Tous ces éléments ont concouru pour minimiser la réplique sur le tas contre la répression

D'autre part, les travailleurs, même quand ils sont en accord avec les thèmes du combat contre la répression, n'entrent dans la lutte directe que dans la mesure où les buts et les méthodes de lutte sont clairement précisés, conformes à leur propre volonté.

Formuler des propositions claires

Les militants révolutionnaires ont donc un travail immense à accomplir dans les semaines qui viennent : **formuler des propositions claires qui permettent d'organiser la lutte contre la répression dans les entreprises**. Il est nécessaire de poursuivre le combat pour les revendications essentielles ; mais compte tenu de l'offensive du patronat et du gouvernement, la bataille dans ce secteur ne peut être gagnée que si elle se prolonge par une **riposte de masse** contre toutes les formes de répression. Tout pas en avant dans ce domaine accentuera la crise de la bourgeoisie et permettra de nouvelles offensives de la classe ouvrière.

Les groupes d'information Renault

Comment les constituer ?

A partir de ce numéro spécial et en reprenant les points importants de la situation aujourd'hui à Renault, il faut pouvoir parler, donner tous les témoignages sur les gardiens, les « volantes », les « super-volantes », recueillir tous les faits sur les pressions multiples, les brimades dont sont abreuvés les ouvriers, il faut lancer dans les quartiers ou les foyers un **groupe d'information Renault** avec un nom, une adresse et une permanence (horaires à préciser).

Comment les animer ?

Il faut aussi proposer à tous ceux qui veulent réagir devant la répression patronale d'AGIR. Dès maintenant, à partir des informations recueillies, dénoncer ces responsables dans leurs quartiers, informer les usagers de Renault par une campagne de vignettes autocollantes, etc.

Bien sûr, si la campagne centrale est sur Renault, c'est à partir de chaque situa-

tion vécue, il faut montrer qu'aujourd'hui l'enjeu pour nous tous se situe à la Régie.

Dans quel but ?

Chaque témoignage, chaque fait, à vérifier systématiquement, doit converger vers une commission d'enquête populaire nationale pour pouvoir, preuves à l'appui, instruire le procès public des milices patronales de Renault.

Avec qui ?

Avec tous ceux qui sont indignés par le meurtre de Pierre Overney et par la répression ; qui veulent la réintégration des camarades licenciés et la libération des emprisonnés. En particulier, les comités de Secours Rouge peuvent jouer un rôle déterminant dans cette campagne.

En attendant, où écrire ?

A la Commission Nationale Entreprise pour le Groupe d'Information Renault, 9, rue Borromée, Paris (15^e).



ZAMPIERI

Le patronat organise la violence

Les licenciements, le chômage et la répression touchent durement la classe ouvrière aujourd'hui.

Ce n'est pas un hasard.

C'est au contraire la volonté du patronat de réorganiser l'économie qui crée cette situation si dure pour les travailleurs.

Augmentation des cadences et de la production avec baisse des effectifs, généralisation des formes les plus contraignantes et parcelisées du travail. Telle est la réalité. Ceux qui travaillent à la chaîne, ceux qui exercent une tâche déqualifiée, et bien d'autres, la subissent chaque jour.

Dans ces conditions, la riposte ouvrière prend souvent la forme de luttes d'atelier et de chaîne, de

blocage des cadences ou bien de luttes sur diverses conditions de travail. Mais, hélas, cette riposte ne parvient pas encore à s'organiser en un vaste mouvement d'ensemble à l'échelle de l'usine. Car seul un tel mouvement serait capable d'obtenir des victoires décisives contre la politique d'ensemble du patronat et de la bourgeoisie.

Il apparaît au contraire clairement que le maintien du dialogue poli avec les patrons et le pouvoir n'est pas une issue valable. Les négociations de sommet, la politique contractuelle et le report de la solution des problèmes à une éventuelle victoire de la gauche aux élections de 1973, laissent le champ libre au patronat pour réorganiser le capitalisme sur le dos des travailleurs et pour accentuer la répression.

C'est pourquoi le mouvement révolutionnaire a la responsabilité de prendre les initiatives capables de développer une riposte générale à l'offensive du pouvoir.

Il s'agit bien sûr de lutter contre toutes les mesures qui tendent à aggraver les conditions de travail. Mais il s'agit aussi de dénoncer la militarisation et la répression que certaines grandes entreprises pratiquent avec une violence stupéfiante et dont la Régie Renault constitue une opération-test. □

Le P.S.U. propose

Afin d'étendre la lutte contre la violence patronale, le gardiennage armé et les licenciements, en particulier dans les entreprises de l'automobile et chez Renault, le P.S.U. propose trois axes de lutte.

1. — Une action nationale contre les milices patronales dans les entreprises. Cette action aura pour objet la création de comités de lutte contre la répression, appuyant la lutte des travailleurs au sein des entreprises. Des manifestations, des meetings, des commissions d'enquête traduiront ce soutien.

2. — Une campagne dans le secteur de l'automobile dirigée contre l'implantation des milices patronales et des syndicats fascistes comme la C.F.T. et le Syndicat national de l'automobile. Cette campagne utiliserait les moyens d'action évoqués plus haut pour le soutien à la lutte des travailleurs et se traduirait particulièrement au sein des entreprises par des grèves roulantes sur les chaînes de fabrication.

3. — Une lutte d'ampleur nationale sur Renault qui se traduirait outre les éléments relatifs à l'ensemble des entreprises, par les actions suivantes proposées par le groupe entreprise inter-Renault :

Partout dans l'usine, dans les quartiers, dans les foyers : création de Groupes d'Information Renault

pour que l'on sache tout et que ceux qui savent puissent le dire à tous.

L'objectif : faire converger tous les faits vers une Commission d'enquête populaire nationale pour faire le procès de la répression à Renault.

Il faut répondre collectivement et du tac au tac au renforcement de l'appareil répressif :

— Pour les brimades : défilé dans l'usine et contre-fouille des « volants » ;

— Pour les pressions individuelles : le refus collectif d'accepter la « terreur Renault » ;

— Pour briser la paix sociale : préparons la riposte des travailleurs en refusant l'accentuation des cadences ;

— Pour unifier tous les travailleurs : lutte contre le racisme.

Travailleurs français, immigrés, tous unis dans cette lutte.

— Réintégration des camarades licenciés de Billancourt ;

— Expulsion des milices patronales de l'usine ;

— Application en France des accords acceptés à la Fiat ;

— Plus de fouille - plus de contrôle - plus de flics.



A.F.P.